

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 26 JAN. 2024

Références : ENV-D-24.0060

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL GUYOT ENVIRONNEMENT

405 ROUTE DE ROSPORDEN
29000 Quimper

Code AIOT : 0005501156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement SARL GUYOT ENVIRONNEMENT implanté ZA du Grand Guelen - Menez Prat 405 route de Rosporden 29000 Quimper. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise à contrôler la régularisation du site vis-à-vis de l'arrêté de mise en demeure du 12 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GUYOT ENVIRONNEMENT
- ZA du Grand Guelen - Menez Prat 405 route de Rosporden 29000 Quimper
- Code AIOT : 0005501156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GUYOT ENVIRONNEMENT exploite zone de Menez Prat à QUIMPER un établissement dont les activités sont les suivantes :

- collecte et stockage de déchets de bois, associés à des opérations de broyage ;
- tri/transit/regroupement de déchets dangereux et non dangereux ;
- centre véhicules hors d'usage (VHU) et navires hors d'usage (NHU) ;
- récupération et stockage de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage (VHU) incluant des opérations de pressage, de cisailage et de broyage ;
- collecte de déchets apportés par le producteur ;
- simple négoce.

Ces activités sont aujourd'hui autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018. Un porter à connaissance faisant état de nouvelles modifications du site (en particulier relatives aux conditions d'entreposage des déchets, emplacement de stocks, hauteurs de tas...) a été transmis au préfet du Finistère le 29 juillet 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Elles montrent que l'arrêté de mise en demeure du 12 mai 2022 n'est pas respecté.

La fiche de constat suivante synthétise la situation et induit une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régularisation mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, Article 1	Amende	
4	Régularisation mise en demeure « emplacements »	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, Article 1	Amende	
5	Régularisation mise en demeure « structures coupe-feu »	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, Article 1	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constat suivantes ne font pas l'objet de proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Régularisation mise en demeure « détection »	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, Article 1	Sans objet
3	Régularisation mise en demeure « hauteur stocks »	AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, Article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats établis sur site le 28 novembre 2023 montrent que certaines non-conformités n'ont pas été régularisées et que le site n'est donc ni conforme à l'arrêté du 21 novembre 2018 (rappelé par la mise en demeure du 12 mai 2022), ni aux conditions présentées dans le porter à connaissance de juillet 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/05/2022, Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'entreposage
Prescription contrôlée : La société GUYOT ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 190 Rue Monjarret de Kerjegu, 29200 BREST est mise en demeure, en ce qui concerne le site spécialisé dans le tri/transit/regroupement et traitement de déchets qu'elle exploite ZI de Menez Prat à Quimper de respecter sous 2 mois les dispositions des articles 7.3.4 et 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 43-2018AI du 21 novembre 2018 sus-visé.
Constats : Voir les constats établis pour chacune des prescriptions visées ci-après, qui montrent que certains écarts perdurent.
Observations : Par courrier du 29 juillet 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance visant à la modification de certaines des conditions d'entreposage prévues dans le dossier initial, lesquelles avaient conduit aux prescriptions de l'arrêté du 21 novembre 2018. Dans ces conditions, la conformité à l'APMD suscité a été contrôlée vis-à-vis des prescriptions qui demeurent d'actualité (non impactées par ces modifications) ou d'après les modifications prévues au porter à connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 2 : Régularisation mise en demeure

Référence réglementaire : AP du 21/011/2018, article 7.3.4 (via APMD du 12/05/2022, Article 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : <i>L'arrêté préfectoral du 12 mai 2022 met en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018 :</i> «Tous les bâtiments abritant des déchets combustibles sont équipés de dispositifs de détection incendie efficaces, et adaptés à l'activité concernée, une consigne spécifique définit les modalités de gestion des alarmes.»
Constats : Tous les bâtiments du site sont désormais équipés de détecteurs incendie (et ce depuis juin 2022), notamment les bâtiments dédiés aux métaux non ferreux et à la mise en balles du carton, qui n'étaient pas équipés lors de la dernière inspection du 23 novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Régularisation mise en demeure

Référence réglementaire : AP du 21/01/2018, article 7.2.1.2 (via APMD du 12/05/2022, Article 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des hauteurs d'entreposage
Prescription contrôlée : <i>L'arrêté préfectoral du 12 mai 2022 met en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018 :</i> « Dispositions particulières (...) Les hauteurs de stockage des déchets conditionnés ou en vrac, en intérieur ou en extérieur, sont limitées à 3 m sur tout le site. »
Constats : Seuls les stocks de déchets combustibles ont été contrôlés. Le jour de la visite, les hauteurs de ces derniers ne dépassaient globalement pas les 3 m de hauteur ou alors faiblement (3,2 m au lieu de 3 m lorsque par exemple des balles (carton, plastique) étaient gerbées sur 4 niveaux).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Régularisation mise en demeure

Référence réglementaire : AP du 21/01/2018, article 7.2.1.2 (via APMD du 12/05/2022, Article 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Répartition des aires d'entreposage
Prescription contrôlée : <i>L'arrêté préfectoral du 12 mai 2022 met en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018 :</i> Dispositions particulières (...) Les aires de stockage et leurs affectations sont positionnées et réparties conformément au plan présenté en annexe I (...)
Constats : L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2022 renvoie à la prescription ci-dessus issue de l'article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018. Lors de la visite, les stocks extérieurs de déchets de bois étaient toujours entreposés hors alvéole, comme cela avait déjà été constaté lors de la visite précédente du 23 novembre 2021 (c'est à dire non conformément à l'AP du 21 novembre 2018). De fait, ils n'étaient pas non plus positionnés selon les conditions décrites dans le dossier de porter à connaissance d'août 2022. Depuis l'exploitant a transmis des éléments de nature à montrer que la situation des déchets de bois devrait être régularisée fin janvier 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 5 : Régularisation mise en demeure

Référence réglementaire : AP du 21/01/2018, article 7.2.1.2 (via APMD du 12/05/2022, Article 1)
Thème(s) : Risques accidentels, Structures coupe-feu
Prescription contrôlée : <i>L'arrêté préfectoral du 12 mai 2022 met en demeure l'exploitant de respecter l'article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2018 :</i> Dispositions particulières (...) Les aires de stockages des déchets combustibles sont délimitées par des structures lourdes coupe-feu sur une hauteur minimale de 4 m et sur au moins 3 côtés, supprimant la possibilité que des flux thermiques affectent des secteurs situés au-delà du site, en cas d'incendie. Sont notamment concernées : <ul style="list-style-type: none">- les aires extérieures de stockage de déchets de bois,- les aires extérieures de stockage de pneumatiques usagés,- les aires extérieures de stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),- les aires extérieures de stockage des balles déchets de plastiques et/ou papiers et/ou cartons. (...)

Constats :

Les stocks extérieurs de déchets de bois présents sur le site débordent largement des cellules au sein desquelles ils sont entreposés. Les empilements de blocs béton constituant ces cellules sont hauts de 2,4 m.

Le 28/11, les stocks de balles de déchets plastiques entreposés à l'arrière du bâtiment, le long de la clôture longeant la route ne sont pas délimités par des structures coupe-feu. Ils ont été déplacés depuis.

Les conditions d'entreposage des pneumatiques usagés étaient conformes, en revanche, la hauteur de la paroi béton constituée autour du tas de pare-chocs voisin est de 2,4 m donc inférieure à la hauteur réglementaire de 4 m.

Enfin, quelques DEEE étaient entreposés en extérieur en dehors de toute cellule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende